

Le 15 octobre 2012

Je suis parti pour la France le 11 septembre faire une tournée de conférences sur la catastrophe survenue au Japon et sur d'autres sujets. À la fin de ma conférence dans la ville de Saint-Brieuc, on m'informa que le Japon venait de prendre la décision de cesser d'utiliser l'énergie atomique d'ici à 2030. Les gens présents manifestèrent leur joie en l'apprenant, mais moi je n'arrivais pas à le croire. Est-ce que notre premier ministre avait vraiment pris cette décision ?

Ce sera le thème de mon rapport d'aujourd'hui.

“Stratégie énergétique et environnementale réformée”

Le 14 octobre, pendant le Conseil des Ministres consacré à l'énergie et au milieu, le cabinet du Premier Ministre Noda a rendu publique sa nouvelle politique énergétique “Stratégie énergétique et environnementale réformée” :

Préambule

En nous appuyant sur le principe de base, selon lequel nous diminuerions notre dépendance à l'égard des énergies nucléaire et fossile par une utilisation maximale de l'énergie verte comme énergie économe et recyclable, , nous présentons les trois points suivants :

1. Instauration le plus tôt possible d'une société qui ne dépende pas de l'énergie atomique.

Pour que tous les réacteurs nucléaires cessent de fonctionner à compter des années 2030, le gouvernement doit mobiliser toutes les sources de richesse. Durant cette période, on utilisera les réacteurs que l'on jugera sûrs comme une importante source d'électricité.

2. Réalisation d'une révolution de l'énergie verte.

Il importe que soit construit un système tel qu'en son sein divers acteurs se manifestent, y compris les consommateurs et qu'apparaisse une société dans laquelle l'énergie verte elle-même se popularise et se répande.

3. Stabilité dans la fourniture d'énergie

Il faut faire un usage plus efficace des combustibles fossiles comme source importante d'électricité et, parallèlement étudier et exploiter la technologie énergétique de deuxième génération.

Sur le premier point, la stratégie se décline plus en détail de la façon suivante :

1. Instauration le plus tôt possible d'une société qui ne dépende pas de l'énergie atomique.

- Trois principes pour sa réalisation

a) Observer strictement la règle « pas plus de 40 ans de fonctionnement pour les réacteurs »

b) Ne remettre en fonction que les réacteurs considérés comme sûrs par le Comité de contrôle de l'énergie.

c) Cesser de construire de nouveaux réacteurs (2)

- Cinq politiques pour sa réalisation :

a) Politique de recyclage des déchets nucléaires

Le district d'Aomori* ne doit pas être le lieu de dépôt définitif des déchets nucléaires. Le recyclage continuera comme auparavant et la discussion sera poursuivie.

*Dans le district d'Aomori se trouve un dépôt de déchets de combustibles. Le district l'a accepté à la condition que le gouvernement poursuive le recyclage des déchets et ce dépôt n'est pas définitif. C'est pourquoi le district s'oppose à l'arrêt de tous les réacteurs et menace même de renvoyer les déchets à leur centrale respective au cas où le gouvernement ne tiendrait pas ses promesses. Voilà la raison pour laquelle le texte gouvernemental mentionne « la poursuite du recyclage ».

Au sujet du réacteur régénérateur "Monju", il faut avoir un plan d'étude à durée limitée et, en ratifiant le résultat, mettre fin à l'étude*.

* La mention "mettre fin à l'étude" est peu claire ; signifie-t-elle "fin du fonctionnement de Monju", ou non ?

Il importe de s'atteler tout de suite au problème de la mise directe au rebut des résidus de combustibles nucléaires et du site définitif de stockage.

b) Conservation et renforcement de la force humaine et de la technologie.

c) Collaboration avec la communauté internationale.

d) Soutien aux districts où se trouvent des installations nucléaires afin qu'ils ne pâtissent pas financièrement du démantèlement de celles-ci .

L'État a la responsabilité du démantèlement de la centrale n° 1 de Fukushima et de l'état de santé des habitants de la ville.

e) Réévaluation de la structure de l'industrie nucléaire et recherche d'un système de compensation en cas d'accident.

Ensuite vient le passage sur la “Réalisation d’une révolution de l’énergie verte”, qui a trait à l’économie d’énergie et à l’énergie de recyclage, mais je ne le traduirai pas car il n’a pas pour objet les réacteurs nucléaires.

Comment apprécier cette politique de l’énergie

Cette nouvelle politique énergétique a suscité des réactions diverses venant de milieux divers :

Le monde industriel s’est insurgé

M. Yonekura Hiromasa, président de la Fédération Japonaise du Commerce (*Keidanren*) qui compte 1285 membres, a critiqué le Premier Ministre : “Au motif que nous devons assurer des emplois et protéger la vie des gens, nous nous sommes opposés au démantèlement de l’ensemble des réacteurs, mais le Premier Ministre n’a tenu aucun compte de notre avis.” “Cette politique énergétique aura une influence néfaste sur les relations entre le Japon et les États-Unis, qui ont conclu un accord sur l’énergie atomique.”

Le président de l’Association Japonaise des Directeurs Collaborants (*Keizai-doojuu-kai*), M. Hasegawa Yasutshika, a déclaré : “Le rôle du Japon au plan international est de contribuer à l’exploitation de réacteurs sûrs et efficaces par la technologie la plus moderne.”.

Les États-Unis Usono se sont opposés à cette politique énergétique

Le Japon a loyalement collaboré avec les États-Unis dans le cadre du Traité de Non-prolifération Nucléaire (TNN). S’il renonce à l’énergie atomique, les États-Unis devront reconsidérer leur stratégie concernant ce traité. En outre le Japon est un partenaire commercial des États-Unis pour l’énergie atomique. Cette année ceux-ci ont, pour la première fois, autorisé la construction de quatre réacteurs, trente quatre ans après l’accident de Three Mile Island. Si l’industrie atomique du Japon fléchit, cela pourrait se répercuter sur la construction, car deux fabricants américains de réacteurs, Westinghouse Electric et General Motors collaborent avec les Japonais Toshiba et Hitachi.

Le parti communiste japonais

Cette politique énergétique pose deux problèmes :

1. Le démantèlement de tous les réacteurs “à compter des années 2030” est trop tardif. De plus, le gouvernement a expliqué aux Américains qu’il “s’efforcera” d’atteindre cet objectif. Cette attitude est une trahison envers le peuple.

2. Le texte définissant la politique énergétique indique “Le recyclage continuera comme auparavant et la discussion sera poursuivie”, or ce recyclage est lui-même très dangereux, et contribuera à produire de nouveaux résidus nucléaires. Il est tout à fait contradictoire de démanteler tous les réacteurs et dans le même temps de produire de nouveaux déchets de combustibles. Cela signifie que le gouvernement entend prolonger le fonctionnement des réacteurs.

L'accident de Fukushima n'est toujours pas terminé. Les résidus de combustibles s'accumulent. La plupart des gens veulent mettre fin à la dépendance à l'énergie nucléaire. Le Parti Communiste Japonais propose, que le gouvernement décide l'arrêt immédiat de tous les réacteurs.

Le gouvernement a-t-il véritablement l'intention de démanteler les réacteurs?

Dans cette politique énergétique affirmée il y a des contradictions et des formulations ambiguës. Jour après jour devient évidente l'attitude suspecte du pouvoir.

Le Conseil des Ministres n'a rien décidé

Par une décision de son Conseil, un gouvernement montre sa détermination à faire avancer un projet. Au cas où ce Conseil serait remplacé par un autre, la décision prise resterait opérante. Si aucune décision n'est prise, le projet pourra être facilement changé. Le gouvernement n'a rien décidé en Conseil des ministres au sujet de cette politique de l'énergie, mais il l'a définie ainsi :

“Le gouvernement réalisera sa politique énergétique et environnementale en s'appuyant sur la 'Stratégie énergétique et environnementale réformée', en discutant de façon responsable avec les communes concernées et avec la communauté internationale, s'attirant ainsi la compréhension des citoyens et poursuivant de constantes recherches et réévaluations.”

Dans cette phrase ne se trouvent nulle part les mots “démanteler tous les réacteurs”. Et du reste, qu'est-ce que le gouvernement réévaluera? Commentant cette “absence de décision du Conseil”, le président de la Fédération Japonaise du Commerce, M. Yonekura, a dit : “Nous avons réussi à stopper le démantèlement de tous les réacteurs.”

Permis de recommencer la construction de trois réacteurs

Le ministre de l'économie et de l'industrie, M. Edano Yukio, a déclaré, le 15 septembre : “Pour la mise en marche de réacteurs il faut un permis du Comité de Contrôle de l'énergie atomique, mais pour reprendre la construction de réacteurs déjà autorisés, je n'ai pas l'intention de changer la décision prise.”

Au moment de la catastrophe trois réacteurs étaient en construction : le réacteur n° 3 de Shimane, ceux de Ooma et de Higashi-doori. Le premier octobre, J-Power annonça la reprise de la construction du réacteur Ooma, à l'extrémité nord de l'île de Honshu, dans le district d'Aomori. Si ce réacteur fonctionne pendant 40 ans, sa durée de vie dépassera les années 2030. Cela ne s'accorde pas avec la politique énergétique que le gouvernement vient d'adopter. Ce réacteur utilisera du combustible MOX composé d'uranium et de plutonium, et sera donc plus dangereux.

Réaction de la population

Voici deux témoignages, parus dans le journal Asahi :

M. Ujiie Ghiitshi, âgé de 75 ans et habitant la ville de Matsudo, district de Tshiba, le 24 septembre :

« Le gouvernement n'a pas introduit dans son texte l'expression “suppression des réacteurs”. C'est se moquer du monde ! S'il ne prend pas en compte la philosophie du “démantèlement des réacteurs”, les oppositions se renforceront, non seulement à Tokyo mais encore dans le Japon tout entier. Le ministre Noda a répété avec fierté qu'il supprimerait les réacteurs. De quelle responsabilité se sent-il porteur à présent? »

M. Ushigima Yosikazu 65-jara, habitant à Yokohama, district de Kanagawa

« Trois représentants du monde industriel ont exprimé leur désaccord au sujet de la “suppression des réacteurs” en se plaçant “au point de vue de la protection de la vie des gens”, mais avec quelle arrogance! Ils vantent la sécurité des réacteurs nucléaires, mais eux-mêmes ne se remettent nullement en question. Quelle aide ont-ils apportée aux victimes et aux communes sinistrées? S'ils veulent faire ré fonctionner les réacteurs, qu'ils prennent donc les déchets chez eux et sur les terrains de leurs fabriques. Qu'ils anticipent donc l'avenir et recherchent la voie du sans énergie nucléaire. »

* À présent beaucoup de manifestations sont dirigées contre le monde industriel. Des gens se sont rassemblés devant le siège de la Fédération Japonaise de Commerce pour protester.

L'an prochain aura lieu une élection générale. On prévoit une défaite du parti actuellement au pouvoir, et la victoire du Parti de la Démocratie Libérale (PDL), qui introduisit l'énergie atomique et ne le regrette pas du tout. S'il est vainqueur, il annulera la politique énergétique du Parti Démocratique. Mais pourquoi donc les gens soutiendront-ils le PDL, alors qu'à 80% la population refuse la dépendance à l'énergie atomique? C'est pour moi une énigme.